

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201215]

17 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, articles 4, alinéa 3, 4^o, modifié par le décret du 24 octobre 2013, 5, § 2, alinéa 2, modifié par le décret du 4 octobre 2018, 7, § 1^{er}, 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre;

Vu le rapport du 19 novembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 70.546/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (UE) n^o 601/2012 de la Commission;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil.

Art. 2. Les présentes conditions s'appliquent à tout établissement visé à l'annexe 1re de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, qui se livre à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre et qui comporte une ou plusieurs des installations ou activités énumérées à l'annexe 1re de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Agence : l'Agence wallonne de l'air et du climat;

2^o le règlement surveillance et déclaration : le règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (UE) n^o 601/2012 de la Commission.

Art. 4. Sous réserve de l'article 17 du présent arrêté, l'exploitant d'un établissement visé par le présent arrêté soumet pour approbation un plan de surveillance à l'Agence, conformément au règlement surveillance et déclaration.

Art. 5. L'Agence peut demander à l'exploitant des compléments d'information ou des documents nécessaires à l'approbation du plan de surveillance. L'exploitant transmet les compléments dans le délai fixé par l'Agence. À défaut, l'Agence traite le dossier sur base des éléments dont elle dispose.

Art. 6. L'exploitant notifie à l'Agence, toute proposition de modification importante du plan de surveillance, au sens de l'article 15 du règlement surveillance et déclaration.

L'exploitant notifie à l'Agence les autres modifications du plan de surveillance, pour le 31 décembre de la même année au plus tard.

Art. 7. L'Agence demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance lorsque celui-ci ne répond pas aux exigences du règlement surveillance et déclaration. L'exploitant transmet les modifications dans le délai fixé par l'Agence.

Art. 8. Le plan de surveillance et les propositions de modifications sont transmis sous forme électronique, au moyen du formulaire disponible sur le site de l'Agence.

Art. 9. L'Agence envoie à l'exploitant sa décision d'approbation ou de refus d'approbation du plan de surveillance ou d'une modification de celui-ci, par voie électronique, dans un délai de septante-cinq jours à dater du jour où elle a reçu la demande complète. En cas de refus d'approbation du plan de surveillance ou d'une modification de celui-ci, elle en informe concomitamment le fonctionnaire technique.

Art. 10. Un recours contre une décision refusant d'approuver un plan de surveillance ou une modification de celui-ci est ouvert à l'exploitant auprès du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

À peine de déchéance, le recours est introduit dans les trente jours à dater du jour de la réception de la décision de refus d'approbation du plan de surveillance ou d'une modification de celui-ci de l'Agence. Le recours est envoyé soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit sous forme électronique, au moyen du formulaire disponible sur le site de l'Agence.

Le Ministre statue dans les quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

Art. 11. L'Agence publie sur son site internet les facteurs de calcul visés à l'article 31, § 1^{er}, b) et c), du règlement surveillance et déclaration.

Art. 12. En application de l'article 37, § 1^{er}, du règlement surveillance et déclaration, l'exploitant applique systématiquement le niveau 1 pour déterminer le facteur d'oxydation.

Art. 13. L'exploitant soumet à l'Agence, pour approbation, un rapport sur les améliorations à la méthodologie de surveillance, conformément à l'article 69 du règlement surveillance et déclaration, pour le 30 septembre de l'année visée à cet article 69.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre est abrogé.

Art. 15. Aux articles 19, § 3, et 46, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, remplacés par l'arrêté du 16 janvier 2014, les mots « l'article 5 » sont remplacés par les mots « l'article 9 » et les mots « 13 décembre 2012 » sont remplacés par les mots « 17 février 2022 ».

Art. 16. Le présent arrêté est applicable aux établissements existants.

Art. 17. L'exploitant d'un établissement dont l'activité actuelle est visée par le présent arrêté vérifie son plan de surveillance et soumet pour approbation, conformément à l'article 8, un plan de surveillance conforme au règlement surveillance et déclaration, au plus tard dans le mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 18. La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/201215]

17. FEBRUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 4, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 5 § 2 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, Artikel 7 § 1, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, und Artikel 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben;

Aufgrund des Berichts vom 19. November 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 22. Dezember 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 70546/4;

In Erwägung der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2018/2066 der Kommission vom 19. Dezember 2018 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates teilweise umgesetzt;

Art. 2 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf jeden Betrieb im Sinne des Anhangs I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, anwendbar, der eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausübt, und der eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten umfasst, die im Anhang I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase aufgelistet sind.

Art. 3 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Agentur : die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat");

2° Verordnung über Überwachung und Berichterstattung: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2018/2066 der Kommission vom 19. Dezember 2018 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission.

Art. 4 - Unter Vorbehalt von Artikel 17 des vorliegenden Erlasses legt der Betreiber eines unter vorliegenden Erlass fallenden Betriebs der Agentur einen Überwachungsplan zur Genehmigung vor, in Übereinstimmung mit der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung.

Art. 5 - Die Agentur kann vom Betreiber zusätzliche Informationen oder Unterlagen anfordern, die für die Genehmigung des Überwachungsplans erforderlich sind. Der Betreiber übermittelt die zusätzlichen Informationen innerhalb der von der Agentur festgelegten Frist. Mangels dieser Informationen bzw. Unterlagen bearbeitet die Agentur die Akte auf der Grundlage der ihr vorliegenden Elemente.

Art. 6 - Der Betreiber meldet der Agentur jeden Vorschlag für eine wesentliche Änderung des Überwachungsplans im Sinne von Artikel 15 der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung.

Der Betreiber stellt der Agentur spätestens bis zum 31. Dezember desselben Jahres alle weiteren Änderungen des Überwachungsplans zu.

Art. 7 - Die Agentur fordert den Betreiber auf, den Überwachungsplan zu ändern, wenn dieser die Anforderungen der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung nicht erfüllt. Der Betreiber übermittelt die Änderungen innerhalb der von der Agentur festgelegten Frist.

Art. 8 - Der Überwachungsplan und die Änderungsvorschläge sind in elektronischer Form unter Verwendung des auf der Website der Agentur verfügbaren Formulars zu übermitteln.

Art. 9 - Die Agentur übermittelt dem Betreiber ihre Entscheidung zur Genehmigung oder zur Ablehnung des Überwachungsplans oder einer Änderung desselben auf elektronischem Wege innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag, an dem sie den vollständigen Antrag erhalten hat. Wird der Überwachungsplan oder eine Änderung desselben abgelehnt, so unterrichtet sie gleichzeitig den technischen Beamten.

Art. 10 - Der Betreiber kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, gegen einen Beschluss zur Ablehnung eines Überwachungsplans oder einer Abänderung des Überwachungsplans Beschwerde einlegen.

Die Beschwerde ist innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung der Agentur zur Ablehnung des Überwachungsplans oder zur Ablehnung einer Änderung dieses Plans einzulegen; andernfalls ist sie unzulässig. Die Beschwerde ist entweder per Einschreiben mit Rückschein oder in elektronischer Form unter Verwendung des auf der Website der Agentur verfügbaren Formulars einzureichen.

Der Minister trifft seine Entscheidung innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.

Art. 11 - Die Agentur veröffentlicht die Berechnungsfaktoren nach Artikel 31 § 1 Buchstaben *b*) und *c*) der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung auf ihrer Website.

Art. 12 - In Anwendung von Artikel 37 § 1 der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung wendet der Betreiber systematisch die Ebene 1 zur Bestimmung des Oxidationsfaktors an.

Art. 13 - Der Betreiber legt der Agentur einen Bericht über Verbesserungen der Überwachungsmethodik gemäß Artikel 69 der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung bis zum 30. September des in diesem Artikel 69 genannten Jahres vor.

Art. 14 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, wird aufgehoben.

Art. 15 - In den Artikeln 19 § 3 und 46 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, ersetzt durch den Erlass vom 16. Januar 2014, wird der Wortlaut "Artikel 5" durch den Wortlaut "Artikel 9" und wird der Wortlaut "13. Dezember 2012" durch den Wortlaut "17. Februar 2022" ersetzt.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

Art. 17 - Der Betreiber einer Einrichtung, deren derzeitige Tätigkeit unter diesen Erlass fällt, überprüft seinen Überwachungsplan und legt gemäß Artikel 8 spätestens innerhalb eines Monats nach der Veröffentlichung dieses Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* einen Überwachungsplan zur Genehmigung vor, der der Verordnung über Überwachung und Berichterstattung genügt.

Art. 18 - Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Februar 2022.

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/201215]

17 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, derde lid, 4^o, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, 5, § 2, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, 7, § 1, 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen.

Gelet op het verslag van 19 november 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 70.546/4 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2018/2066 van de Commissie van 19 december 2018 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 601/2012 van de Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2002 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze voorwaarden zijn van toepassing op elk bedrijf bedoeld in bijlage I bij besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, dat een activiteit met broeikasgasemissies uitoefent en dat één of meer installaties of activiteiten omvat die worden opgesomd in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Agentschap: het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

2^o de Verordening inzake monitoring en rapportage: de Uitvoeringsverordening (EU) 2018/2066 van de Commissie van 19 december 2018 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 601/2012 van de Commissie;

Art. 4. Behoudens artikel 17 van dit besluit legt de exploitant van een bedrijf dat onder dit besluit valt, een monitoringplan ter goedkeuring voor aan het Agentschap, overeenkomstig de verordening inzake monitoring en rapportage.

Art. 5. Het Agentschap kan de exploitant verzoeken om aanvullende informatie of documenten die nodig zijn voor de goedkeuring van het monitoringplan. De exploitant dient de aanvullende informatie in binnen de door het Agentschap gestelde termijn. Indien de exploitant dit nalaat, behandelt het Agentschap het dossier op basis van de informatie waarover het beschikt.

Art. 6. De exploitant stelt het Agentschap in kennis van alle voorgestelde significante wijzigingen van het monitoringplan, als omschreven in artikel 15 van de Verordening inzake monitoring en rapportage.

De exploitant stelt het Agentschap uiterlijk op 31 december van hetzelfde jaar in kennis van andere wijzigingen van het monitoringplan.

Art. 7. Het Agentschap verzoekt de exploitant het monitoringplan te wijzigen indien het niet voldoet aan de eisen van de Verordening inzake monitoring en rapportage. De exploitant dient de wijzigingen in binnen de door het Agentschap gestelde termijn.

Art. 8. Het monitoringplan en de wijzigingsvoorstellen worden in elektronische vorm ingediend, met gebruikmaking van het op de website van het Agentschap beschikbare formulier.

Art. 9. Het Agentschap zendt zijn beslissing over de goedkeuring of weigering van het monitoringplan of een wijziging daarvan binnen 75 dagen na de datum van ontvangst van de volledige aanvraag langs elektronische weg toe aan de exploitant. Indien de Commissie weigert het monitoringplan of een wijziging daarvan goed te keuren, stelt zij tegelijkertijd de technisch ambtenaar hiervan in kennis.

Art. 10. De exploitant kan bij de minister van leefmilieu een beroep instellen tegen een beslissing waarbij geweigerd wordt een monitoringsplan of een wijziging daarvan goed te keuren.

Het beroep moet worden ingesteld binnen 30 dagen na ontvangst van de beslissing van het agentschap tot weigering van de goedkeuring van het monitoringsplan of een wijziging daarvan, op straffe van verval. Het beroep wordt aangetekend met ontvangstbevestiging toegezonden of in elektronische vorm met gebruikmaking van het op de website van het Agentschap beschikbare formulier.

De Minister neemt een beslissing binnen 45 dagen na de dag van ontvangst van het beroep.

Art. 11. Het Agentschap publiceert op zijn website de berekeningsfactoren als bedoeld in artikel 31, § 1, onder b) en c), van de monitoring- en rapporteringsverordening.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 37, lid 1, van de Verordening inzake monitoring en rapportage moet de exploitant systematisch niveau 1 toepassen voor de bepaling van de oxidatiefactor.

Art. 13. De exploitant legt uiterlijk op 30 september van het in artikel 69 van de Verordening inzake monitoring en rapportage bedoelde jaar een verslag over verbeteringen van de monitoringmethodiek ter goedkeuring voor aan het Agentschap, overeenkomstig artikel 69 van die Verordening.

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen, wordt opgeheven.

Art. 15. In de artikelen 19, § 3, en 46, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, vervangen bij het besluit van 16 januari 2014, worden de woorden "artikel 5" vervangen door de woorden "artikel 9" en de woorden "13 december 2012" vervangen door de woorden "17 februari 2022".

Art. 16. Dit besluit is van toepassing op de bestaande bedrijven.

Art. 17. De exploitant van een bedrijf waarvan de lopende activiteit onder dit besluit valt, controleert zijn monitoringsplan en legt, overeenkomstig artikel 8, uiterlijk één maand na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* een monitoringsplan ter goedkeuring voor dat in overeenstemming is met de Verordening inzake monitoring en rapportering.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201292]

17 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant l'intercommunale AIEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité sur le territoire de la ville d'Andenne ainsi que des communes d'Ohey, de Viroinval et de Rumes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé « le décret électricité »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 désignant l'intercommunale AIEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité sur le territoire des communes de Rumes, Andenne, Gesves, Ohey et Viroinval; désignation dont l'échéance est prévue le 26 février 2023;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié au *Moniteur belge* du 16 février 2021;

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur leur territoire, publié au *Moniteur belge* du 1^{er} juillet 2021 et sur leur site internet par la ville d'Andenne et les communes d'Ohey, de Viroinval et de Rumes;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Andenne, d'Ohey, de Viroinval et de Rumes, datées respectivement des 20, 23, 30 septembre 2021 et 6 octobre 2021, proposant la désignation de l'AIEG en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour leur territoire respectif, pour une durée de vingt ans à dater de l'échéance de la désignation en cours, soit le 26 février 2023;

Vu le dossier de candidature de l'AIEG à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la ville d'Andenne ainsi que des communes d'Ohey, de Viroinval et de Rumes, transmis à la CWaPE par courrier daté du 15 octobre 2021, reçu le 27 octobre 2021;

Vu les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021;

Vu l'avis CD-21116-CWaPE-0611 de la CWaPE, rendu le 16 décembre 2021 et réceptionné le 20 décembre 2021 relatif à la proposition de désignation de l'AIEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la Ville d'Andenne ainsi que des communes d'Ohey, de Viroinval et de Rumes;

Considérant que selon l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret électricité, la désignation doit être proposée par la commune sur le territoire de laquelle se trouve le réseau de distribution concerné, à la suite d'un appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés;